



## Fiche pays

## Les Comores

### République présidentielle

Président : Azali Assoumani (depuis 2016)

### Membre des organisations régionales :

COI, COMESA, IORA, OCI, OMC, SADC, Ligue arabe, UA



### Données de 2016 sauf mentions contraires

**Population** : 0,79 million

**Population 15-64 ans** : 57 %

**Superficie** : 1 861 km<sup>2</sup>

**ZEE** : 0,16 M de km<sup>2</sup>

**Taux d'urbanisation** : 28 %

**Densité de population** : 428 hab/km<sup>2</sup>

**IDH** : 0,49 (160<sup>e</sup> mondial)

**Liberté de la presse** : 44<sup>e</sup> mondial



**AFD**  
AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT

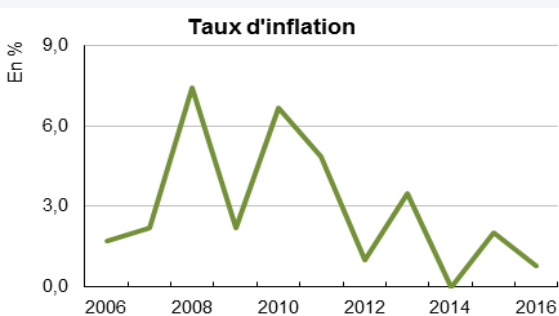
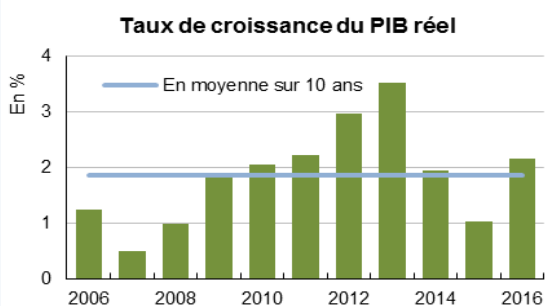


### REPÈRES PAYS

Indépendant de la France en 1975, les Comores ont connu différentes constitutions. Ces dernières ont défini les différents régimes politiques qu'ont traversés ces îles. La constitution de 2001 procède à la fédéralisation de l'Union des Comores. Après 5 coups d'État ou tentatives, le pays suit un processus de consolidation de la paix et de la démocratie, avec une alternance tous les 4 ans au poste de président du gouvernement par un représentant élu de chaque île. La situation interne est aujourd'hui stabilisée, mais demeure fragile, en raison du faible sentiment de cohésion nationale, de conflits de compétences entre l'Union et les îles autonomes et de la remise en cause par certains acteurs politiques du principe de la présidence tournante. La nouvelle constitution de 2009 cherche à juguler les conflits de compétences entre les institutions de l'Union et celles des entités fédérées par l'harmonisation des élections présidentielles et celles des gouverneurs. Après avoir pris le pouvoir par la force en 1999 et avoir exercé jusqu'en 2006, le Colonel Azali Assoumani a été réélu président en 2016, après des élections sans heurts. Suite à la dissolution du gouvernement en juillet 2017, le parti JUWA (parti de l'ancien président Sambi) ne fait plus partie du gouvernement.

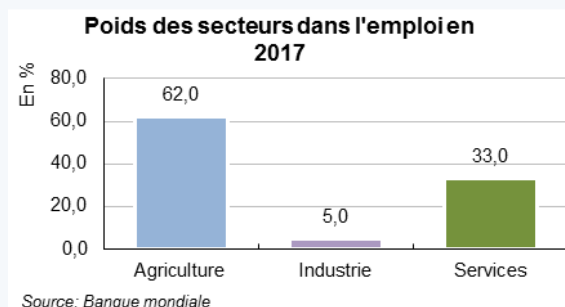
PIB à prix courant : 0,55 Mds €  
 PIB/Hab à prix constant : 691 €  
 Taux de croissance réel : 2,2 %  
 Taux de croissance moyenne (2006-2016) : 1,9 %  
 Dépenses de consommation des ménages :  
 100 % du PIB  
 Taux d'inflation : 0,8 %

## Croissance et prix



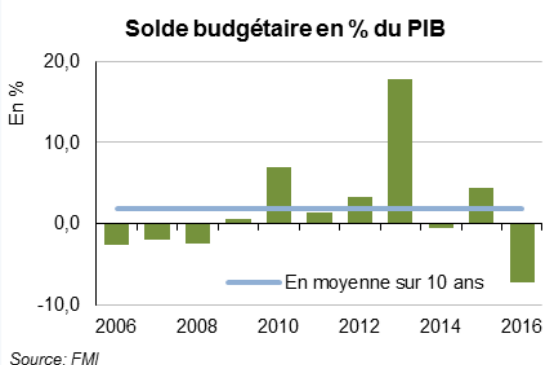
## Travail

Taux de chômage (2017) : 20 % et 38,5 % chez les 15-24 ans  
 Taux d'activité (15-64 ans) (2017): 43 %



## Finances publiques

Solde budgétaire : -7,2 % du PIB  
 Dette publique : 32,1 % du PIB



## Secteur Bancaire

Crédit au secteur privé : 26,4 % du PIB  
 Taux directeur (2017) : 12 %

- ◆ **Fait partie des pays à faible revenu** (inférieur à 922 euros selon la classification de la Banque mondiale)
- ◆ Le PIB se répartit entre l'agriculture (62 %), les services (33 %) et l'industrie (5 %)
- ◆ L'économie est principalement portée par **l'envoi de fonds des migrants** (24 % du PIB), l'accroissement de **l'aide extérieure** et **l'exportation de produits agricoles** (la vanille, la girofle et l'ylang-ylang représentent 70 % des exportations)
- ◆ L'activité économique est contrainte par la faiblesse des infrastructures et des capacités énergétiques du pays
- ◆ Après avoir été portée par les investissements en infrastructures, la croissance a été touchée par la **dévaluation d'un tiers du franc comorien en 1994**, **l'arrêt de l'aide internationale**, **la crise indépendantiste en 1997** et les **délestages électriques fréquents depuis 2013**
- ◆ Les perspectives économiques se sont améliorées avec la fin de la crise de l'électricité en 2015. (Banque africaine de développement)
- ◆ **L'inflation ralentit** à la suite de la baisse du prix du pétrole et des mesures prises par le Gouvernement pour maîtriser le prix des produits de première nécessité

- ◆ Pour augmenter les recettes, le gouvernement a **mis en place le programme de «citoyenneté économique»** qui accorde la citoyenneté comorienne aux étrangers qui font d'importants investissements dans le pays. Cette loi est très controversée et une commission d'enquête parlementaire est en cours
- ◆ Le gouvernement a réduit les effectifs de la fonction publique, dont la masse salariale est importante (elle représente 78 % des recettes fiscales en 2017)
- ◆ Les dépenses en investissement public sont passées de 14,6 % du PIB en 2007 à 33 % en 2015 (Banque africaine de développement)
- ◆ **Le déficit est principalement financé par les prêts ou dons des bailleurs** (France, Union européenne, Chine) et des pays du Golfe (aide de l'Arabie Saoudite en 2015 de 40 millions d'euros)
- ◆ Le pays a bénéficié de **plusieurs allègements de sa dette ou d'un rééchelonnement** par le FMI (en 2009) et le club de Paris dans le cadre de l'I-PPTE (en 2009, 2010 et 2013)

- ◆ **Faible bancarisation de l'économie comorienne** (2 % des adultes possèdent un compte bancaire en 2011)
- ◆ Les créances douteuses sont importantes (21 % en 2017)

## Pauvreté et conditions de vie

Taux de pauvreté selon le seuil de la Banque mondiale à 1,90 USD/jour 2011 PPA (2011) : 17,8 %  
 Indice de Gini (2013) : 0,45 (6<sup>e</sup> du bassin régional)  
 Accès à l'électricité (2014) : 73,8 %  
 Accès à l'eau potable (2015) : 90 %  
 Abonnés au téléphone mobile : 58 %

## Santé éducation

Indicateur conjoncturel de fécondité (2015) : 4,4  
 Taux de mortalité infantile : 55 ‰  
 Espérance de vie (2015) : 63 ans (9<sup>e</sup> régional)  
 Taux d'alphabétisation (15 ans et plus) (2015) : 77,8 %  
 IDH : 0,49 (160<sup>e</sup> mondial et 10<sup>e</sup> du bassin régional)

Balance commerciale (biens & services) : -30,1 % du PIB  
 Principaux produits importés (2013) : voitures, appareils électriques, riz  
 Principaux produits exportés (2013) : giroflas, vanille, ylang ylang  
 Principaux clients (2013) : France, Singapour, Pays-Bas  
 Principaux fournisseurs (2013) : France, Emirats-Arabs-Unis, Madagascar  
 Taux d'importation biens et services : 43,7 % du PIB  
 Taux d'exportation biens et services : 15,9 % du PIB  
 Balance courante : -10,1 % du PIB  
 Parité du franc comorien/euro (taux fixe zone franc : 492  
 Dette extérieure publique et privée : 25,4 % du PIB  
 Doing Business (2018) : 158<sup>e</sup> (8<sup>e</sup> du bassin régional hors RUN et May.)  
 IDE : 1,3 % du PIB

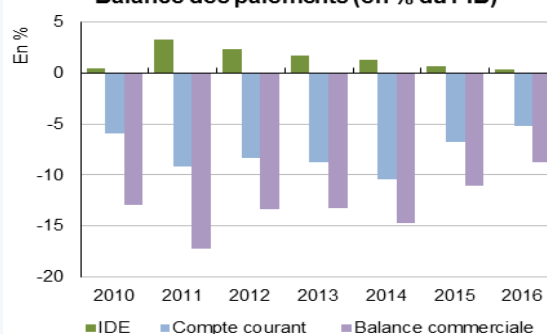
- ◆ Le déficit commercial est en baisse à la suite de la diminution du niveau des importations et de la stabilisation des exportations bien que dépendant des cours des produits agricoles
- ◆ La mauvaise qualité des infrastructures (routes et systèmes de transport), la petite taille du marché intérieur, le coût élevé des facteurs de production et les ruptures fréquentes d'eau et d'électricité ne favorisent pas les IDE
- ◆ Le **déficit courant est principalement financé par les transferts de la diaspora comorienne**, qui réside majoritairement en France, et par les dons des pays du Golfe, bien qu'en baisse en 2016
- ◆ Le pays est aussi **dépendant de l'aide des bailleurs** (France et Union européenne)
- ◆ **Les Comores ont intégré la zone de libre-échange tripartite entre le COMESA, la CAE et la CDAA**, dont l'accord, signé en 2015, prévoit la suppression des taxes à l'importation entre les 26 pays membres.
- ◆ L'allègement de la dette de 2013 a entraîné une baisse du déficit extérieur. Celle-ci est passée de 40 % du PIB en 2012 à 25 % en 2016
- ◆ Appartenant à la zone franc, le **Franc comorien a une parité fixe avec l'euro**

Taux de change annuel par rapport à l'euro



Source: Banque de France

Balance des paiements (en % du PIB)



Source: FMI

Principaux pays d'origine des touristes : France, pays africains, pays arabes  
 Nombre de touristes : 0,02 M  
 entrées liées au tourisme (2012) : 35,3 M €

- ◆ **La fréquentation touristique stagne**, en raison du manque d'infrastructures (peu d'hôtels, faible desserte aérienne, etc.)
- ◆ En 2016, 42 % des touristes viennent pour des raisons affinitaires, 24 % pour les affaires, 22 % pour les loisirs et 13 % pour d'autres raisons

Emission de CO2/habitant (2014) : 0,2 tonne (la moyenne régionale est de 2,5 t hors Mayotte)  
 Part des énergies renouvelables dans le mix électrique (2013): inférieur à 1 %  
 Production d'électricité (2015) : 54 M kWh  
 Consommation d'électricité (2015) : 50 M kWh

- ◆ **Le bois reste le principal combustible**, couvrant environ 71 % des besoins énergétiques, le reste provient du diesel
- ◆ Les îles d'Anjouan et de Mohéli disposent de ressources hydroélectriques
- ◆ **Pour mettre fin à la crise énergétique** que connaît le pays depuis plusieurs années, 17 groupes électrogènes, d'une puissance de 24 MW, ont été acquis en décembre 2016 et sont pleinement opérationnels sur les trois îles depuis mai 2017
- ◆ La nouvelle stratégie nationale a pour objectif d'atteindre l'indépendance énergétique du pays à l'horizon 2030 et de produire 10 % d'énergie renouvelable en 2019

## Définitions

**Bassin régional** : Il comprend l'Afrique du Sud, les Comores, le Kenya, Madagascar, Maurice, Mayotte, le Mozambique, la Réunion, les Seychelles, le Sri Lanka et la Tanzanie.

**Doing Business** : Classement des pays par rapport à la facilité d'y faire des affaires.

**GINI** : L'indice de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite et à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible.

## Sources :

Abonnées au téléphone mobile : *Banque mondiale*  
Accès à l'électricité : *Banque mondiale*  
Accès à l'eau potable : *Banque mondiale*  
Balance commerciale : *Banque mondiale*  
Balance courante : *FMI*  
Chef du gouvernement : *Ministère des affaires étrangères français*  
Consommation d'électricité : *CIA Factbook*  
Crédit au secteur privé : *Banque mondiale*  
Densité de la population : *Banque mondiale*  
Dépenses de consommation des ménages : *Banque mondiale*  
Dette extérieure : *FMI*  
Dette publique : *FMI*  
Doing Business : *Banque mondiale*  
Emission de CO2/habitant : *Banque mondiale*  
Espérance de vie : *Ministère des affaires étrangères français*  
IDE : *FMI*  
IDH : *PNUD*  
Indicateur conjoncturel de fécondité : *Banque mondiale*  
Indice de GINI : *Banque mondiale*  
Inflation : *FMI*  
Nombre de touristes : *Banque africaine de développement*  
Liberté de la presse : *Reporters sans frontières*  
Mortalité infantile : *PNUD*  
Parité du rand sud africain/€ : *Banque de France*  
Part des énergies renouvelables dans le mix électrique : *Banque africaine de développement*

Directeur de la Publication

Stéphane Foucault

Rédactrice en chef:

Magali Ardoino

Maquettage

Frédéric Sicard

Insee—ledom—AFD—2018

## Lexique

**COI** : Commission de l'océan Indien

**COMESA** : Marché commun de l'Afrique orientale et australe

**IDE** : Investissement direct à l'étranger

**IDH** : Indice de développement humain

**IORA** : Association des Etats riverains de l'océan Indien

**OCI** : Organisation de coopération islamique

**OMC** : Organisation mondiale du commerce

**SADC** : Communauté de développement d'Afrique australe

**PPA** : Parité de pouvoir d'achat

**UA** : Union africaine

**ZEE** : Zone économique exclusive

PIB à prix courant : *FMI*

PIB/Hab à prix constant : *Banque mondiale*

Poids des secteurs (en % de l'emploi) : *Banque mondiale*

Poids des secteurs (en % du PIB) : *Banque mondiale*

Population : *Banque mondiale*

Population 15-64 ans : *Banque mondiale*

Principaux clients/fournisseurs : *Comtrade*

Principaux pays d'origines des touristes : *Bureau national des statistiques*

Principaux produits importés/exportés : *Direction générale du trésor français*

Production d'électricité : *CIA factbook*

Régime : *Ministère des affaires étrangères*

Rentrées liées au tourisme : *Banque mondiale*

Solde budgétaire : *FMI*

Superficie : *Banque mondiale*

Taux d'activité : *Organisation internationale du travail*

Taux d'alphabétisation (15 ans et plus) : *PNUD*

Taux de change : *Banque de France*

Taux de chômage : *Bureau international du travail*

Taux de croissance moyenne (2006-2016) : *FMI*

Taux de croissance réel : *FMI*

Taux de mortalité infantile : *PNUD*

Taux d'exportation biens & services : *Banque mondiale*

Taux d'importation biens & services : *Banque mondiale*

Taux de pauvreté : *Banque mondiale*

Taux directeur : *Banque centrale*

Taux d'urbanisation : *Banque mondiale*

Zone économique exclusive : *Direction de la mer sud océan Indien*

Les analyses et les conclusions de ce document de travail sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs.

